



Grève nationale DGFIP le 02 février !

Toutes et tous à Bercy

Dans un contexte de crise mondialisée, les gouvernements continuent de faire payer aux peuples une situation dont ils ne sont pas responsables.

En France, l'instauration par exemple d'une TVA dite «sociale» illustre cette volonté. Se servant de la crise, le gouvernement présente les fonctionnaires comme les principaux fautifs de cette situation économique. 2012 n'échappe donc pas à la règle des suppressions d'emplois. De plus, nos traitements sont bloqués et le prélèvement d'un jour de salaire en cas d'arrêt maladie est instauré.

Les agents de la DGFIP ne sont pas épargnés : C'est encore 2441 emplois de moins ! De 2002 à 2012 ce sont donc 25000 emplois supprimés ! Le taux de non remplacement des départs à la retraite est évalué à 2 sur 3 pour 2012, bien au-delà une fois de plus de l'objectif gouvernemental de 1 sur 2

A la DRFiP Paris, c'est 158 suppressions d'emplois C (déclinées après plans de qualifications et transferts en +10A, +5B, -158C, soit un global de -143 emplois) !

On dépouille purement et simplement les services publics et en premier chef notre administration alors que nos missions et nos emplois sont socialement utiles. Leur financement est possible et nécessaire. De plus, la justice fiscale, la lutte contre la fraude et l'égalité devant l'impôt sont aussi des outils pour lutter contre la crise

Le rapport de la Cour des comptes sur la fusion à la DGFIP ouvre la voie à une remise en cause profonde de la nature et du périmètre des missions, à l'organisation de la direction, de la structure interne, de son implantation territoriale et du volume des effectifs.

En lien avec les projets de mise en place de statuts interministériels, la loi du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la Fonction Publique permettrait des restructurations et des externalisations qui pourraient concerner les services transverses, les missions dépense de l'Etat avec Chorus, l'Opérateur national de la paie (ONP), les services des pensions, toute la sphère informatique... C'est l'existence de la DGFIP comme administration centrale à réseau déconcentré qui est directement menacée. C'est une attaque directe contre nos statuts et nos droits, notamment en matière de garanties de l'emploi. Nous exigeons l'abandon des propositions de la Cour des Comptes reprises par le Directeur Général.

En écho à la feuille de route présentée par le Directeur Général, la réforme est poursuivie coûte que coûte, déclinées en bon petits soldats par les directions locales avec des conséquences catastrophiques: réorganisations internes des services avec toujours plus de polyvalence, priorisation des missions en période de pic de charge, mutualisation de missions, mise en concurrence des agents et des services, rémunération au mérite avec la mise en place de la PFR, accueil du public et conditions de travail inacceptables avec une réelle augmentation des situations de souffrance au travail. Les restructurations et transferts de tâches sans les emplois correspondants continuent, la pression sur les agents ne faiblit pas, les règles de gestions sont régulièrement entaillées (affectations non respectées, détachements imposés par ex), les réceptions sur la plage méridienne imposées, les emplois vacants ne sont pas comblés, les services sont en sous-effectifs.

Nous n'acceptons pas cette dégradation continue de nos conditions de travail comme la mise à mal de nos missions fiscales, comptables et foncières !

**Nous appelons l'ensemble des agents
à signer la pétition contre les suppressions d'emplois
et à être massivement en grève le 02 février 2012 !**